



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Document préparé par la Direction générale de la gestion budgétaire,
financière et contractuelle
Mai 2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	NOMBRE DE POSTES OUVERTS ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.	1
P.2	LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2019-2020 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS : - LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS; - LE NOMBRE DE POSTULANTS; - LA DATE; - LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON); - LE TAUX DE RÉUSSITE; - LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; - LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.	2
P.3	TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS PAR L'ÉTAT À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.	3
P.4	TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS EN 2021-2022 ?	4
P.5	ESTIMATION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES QUI SONT NÉCESSAIRES POUR QUE LE MINISTÈRE PUISSE COUVRIR LE MÊME NIVEAU DE SERVICE QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE ?	5
P.6	ARGENT NEUF DISPONIBLE POUR DE NOUVELLES INITIATIVES 2021-2022 QUI N'EXISTAIENT PAS EN 2020-2021 ?	6
P.7	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2021-2022, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	7
P.8	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2021, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	11
P.9	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2021-2022 ET LE NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.	12
P.10	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION POUR 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.11	POUR 2021-2022 : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.12	POUR 2021-2022, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS.	CAHIER CSJ
P.13	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2021, POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE RÉGIONAUX.	CAHIER CSJ
P.14	ÉVOLUTION DES DÉLAIS AVANT JUGEMENT, PAR TRIBUNAL ET TYPE DE DOSSIER, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	13
P.15	ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DES PERSONNES SE REPRÉSENTANT SEULS DEVANT LES TRIBUNAUX, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	14
P.16	LE NOMBRE DE RÉDACTEURS ACCRÉDITÉS POUR LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE À L'EMPLOI DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022.	15
P.17	L'ENSEMBLE DES FRAIS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ENCOURUS EN 2021-2022 ET VENTILÉ PAR POSTE BUDGÉTAIRE.	16
P.18	LE NOMBRE DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ORDONNÉS PAR LA COUR DU QUÉBEC EN 2021-2022.	17

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.19	LA LISTE DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE ACTIFS, AINSI QUE LE FINANCEMENT OBTENU POUR CHACUN D’EUX POUR L’ANNÉE 2021-2022.	18
P.20	LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L’AMÉNAGEMENT DE LIEUX ADÉQUATS À L’EXERCICE DE LA JUSTICE DANS CHACUNE DES COMMUNAUTÉS OU CHACUN DES VILLAGES AUTOCHTONES OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE, VENTILÉ PAR VILLAGE OU COMMUNAUTÉS EN 2021-2022.	19
P.21	LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L’USAGE DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ POUR LES DÉTENUS DES COMMUNAUTÉS OU VILLAGES AUTOCHTONES EN 2021-2022.	20
P.22	POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES SOMMES INVESTIES DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE À L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. PRÉCISER PAR MINISTÈRE.	21
P.23	LA LISTE DES ORGANISMES LGBTQ RECEVANT UNE SUBVENTION GOUVERNEMENTALE. PRÉCISER LE PROGRAMME DE FINANCEMENT, ET LA FORME (MISSION, PROJET OU ENTENTE DE SERVICE).	22
P.24	SOMMES DÉPENSÉES DANS LE CADRE DE REBÂTIR LA CONFIANCE. DÉTAILLER PAR INVESTISSEMENTS ET PAR PROJETS.	24
P.25	LISTE DES SOMMES INVESTIE DEPUIS L’ADOPTION DU PROJET DE LOI 84 POUR SA MISE EN ACTION ET PRÉVISION DES CRÉDITS DÉDIÉS. DÉTAILLER PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, PAR PROJET ET PAR BUREAU, LE CAS ÉCHANT.	25
P.26	LISTE DE TOUTES LES CAMPAGNES PUBLICITAIRES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE ET LES SOMMES ENCOURUES.	26

N.B. À MOINS D’INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

P.1 NOMBRE DE POSTES OUVERTS ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.

MINISTÈRE

CATÉGORIE D’EMPLOI	2021-2022
CADRES	162
PERSONNEL PROFESSIONNEL	1213
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2614
PERSONNEL OUVRIER	18

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

CATÉGORIE D’EMPLOI	2021-2022
CADRES	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2
PERSONNEL OUVRIER	0

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE D’EMPLOI	2021-2022
CADRES	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	14
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1
PERSONNEL OUVRIER	0

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE D’EMPLOI	2021-2022
CADRES	4
PERSONNEL PROFESSIONNEL	27
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	65
PERSONNEL OUVRIER	0

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

P.2 **LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2021 -2022 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :**

- LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS;
- LE NOMBRE DE POSTULANTS;
- LA DATE;
- LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON);
- LE TAUX DE RÉUSSITE;
- LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;
- LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.

IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE	TAUX DE RÉUSSITE	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN DROIT, CLASSE NOMINALE	N/A	2338	PUBLICATION EN CONTINU	RECRUTEMENT	49 %	CANDIDATS EN RÉUSSITE DANS TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC	2021-06-02 2021-07-27 2021-09-24 2021-11-18 2021-11-19
GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE OU GREFFIER-AUDIENCIER, CLASSE NOMINALE	N/A	1197	PUBLICATION EN CONTINU	RECRUTEMENT	42 %	CANDIDATS EN RÉUSSITE DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : 1-2-3-4-5-6-7-10-11-12-13-14-15-16-17	2021-12-22 2022-01-13 2022-01-19
DIRECTRICE GÉNÉRALE ASSOCIÉE OU DIRECTEUR GÉNÉRAL ASSOCIÉ DES SERVICES JUDICIAIRES UNE OU UN CADRE, CLASSE 1	N/A	51	PUBLICATION DU 22 MARS AU 2 AVRIL 2021	RECRUTEMENT	40 %	CANDIDATS EN RÉUSSITE DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : 03-05-06	2021-07-15
UNE OU UN CADRE JURIDIQUE, CLASSE 1	N/A	114	PUBLICATION DU 17 AU 28 MAI 2021	RECRUTEMENT	44 %	CANDIDATS EN RÉUSSITE DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : 03-06-12-16	2021-12-15

P.3 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS PAR L'ÉTAT À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.

À TITRE DE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ), LE MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC N'A VERSÉ AUCUNE SOMME À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PGQ.

P.4 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS EN 2021-2022.

À TITRE DE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ), LE MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC N'A EU À VERSER AUCUNE SOMME À TITRE DE DOMMAGES DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PGQ.

P.5 ESTIMATION DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES QUI SONT NÉCESSAIRES POUR QUE LE MINISTÈRE PUISSE COUVRIR LE MÊME NIVEAU DE SERVICE QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LA DÉPENSE PROBABLE 2021-2022 DU PORTEFEUILLE « JUSTICE » AINSI QUE LE BUDGET DE DÉPENSES 2022-2023 SONT PRÉSENTÉS DANS LE DOCUMENT BUDGÉTAIRE « PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES » (VOLUME 2).

P.6 ARGENT NEUF DISPONIBLE POUR DE NOUVELLES INITIATIVES 2021-2022 QUI N’EXISTAIENT PAS EN 2020-2021.

LA DÉPENSE PROBABLE 2021-2022 DU PORTEFEUILLE « JUSTICE » AINSI QUE LE BUDGET DE DÉPENSES 2022-2023 SONT PRÉSENTÉS DANS LE DOCUMENT BUDGÉTAIRE « PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES » (VOLUME 2).

P.7 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2021-2022, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (DGBIA) EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉ :

- EN MOYENNE, LE RATIO GLOBAL DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EST DE 95 %.
- ANNUELLEMENT, LA DGBIA PERÇOIT EN MOYENNE PLUS DE 200 M\$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

LE PERCEPTEUR DES AMENDES, LORS DE L'EXPIRATION DES DÉLAIS DE PAIEMENT, MET EN ŒUVRE LES MOYENS D'EXÉCUTION ÉNUMÉRÉS AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CES MOYENS COMPRENNENT NOTAMMENT LES ENTENTES DE PAIEMENT, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES ET LES SAISIES.

FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

LA DGBIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LES SOMMES RECOUVRÉES SONT ENVOYÉES AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (FCR). LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE UNIQUEMENT CES COMPTES À RECEVOIR.

PROVISIONS

SEULES LES PROVISIONS QUI CONCERNENT LES COMPTES À RECEVOIR APPARTENANT AU FONDS GÉNÉRAL DU FCR SONT PRÉSENTÉES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET CHAQUE AUTRES BÉNÉFICIAIRES SONT RESPONSABLES DE CALCULER LEURS PROPRES PROVISIONS.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

- LES COMPTES À RECEVOIR ACTIFS AU SGIPA SONT PROVISIONNÉS SELON DIFFÉRENTS TAUX EN FONCTION DE L'ÂGE DES COMPTES.
- LES DOSSIERS FERMÉS AU SGIPA SONT LES DOSSIERS FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT ET ILS SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR)

- À LA SUITE D'UNE ANALYSE CAS PAR CAS, LES PPNRR SONT CALCULÉES SUR TOUS LES IMPLIQUÉS DONT LA SOMME DES COMPTES À RECEVOIR EST DE PLUS DE 50 K\$.
- CES COMPTES SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

BIA (FCR) - Comptes à recevoir - au 28 février 2022						
Classification /						
Âges des créances	Actifs SGIPA ¹	Fermés SGIPA ¹	Débiteurs assujettis à la PPNRR ²	Total	Provisions ³	Total net
ACTES JURIDIQUES						
Courants	13 278 097,85 \$	71 965,11 \$	538 674,52 \$	13 888 737,48 \$	71 965,11 \$	13 816 772,37 \$
+ 1 AN	4 409 646,70 \$	83 861,91 \$	514 112,95 \$	5 007 621,56 \$	83 861,91 \$	4 923 759,65 \$
+ 2 ANS	5 751 661,27 \$	186 491,55 \$	838 278,00 \$	6 776 430,82 \$	2 774 739,12 \$	4 001 691,70 \$
+ 3 ANS	5 216 665,52 \$	222 165,43 \$	1 238 709,86 \$	6 677 540,81 \$	2 830 498,19 \$	3 847 042,62 \$
+ 4 ANS	19 551 566,51 \$	1 125 323,32 \$	3 938 603,83 \$	24 615 493,66 \$	10 901 106,58 \$	13 714 387,09 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	7 068 379,16 \$	(7 068 379,16) \$
	<u>48 207 637,85 \$</u>	<u>1 689 807,32 \$</u>	<u>7 068 379,16 \$</u>	<u>56 965 824,33 \$</u>	<u>23 730 550,07 \$</u>	<u>33 235 274,26 \$</u>
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	10 943 152,79 \$	16 202,00 \$	- \$	10 959 354,79 \$	16 202,00 \$	10 943 152,79 \$
+ 1 AN	3 773 091,87 \$	31 279,99 \$	- \$	3 804 371,86 \$	31 279,99 \$	3 773 091,87 \$
+ 2 ANS	2 824 764,14 \$	26 506,80 \$	- \$	2 851 270,94 \$	1 297 650,66 \$	1 553 620,28 \$
+ 3 ANS	2 151 172,60 \$	35 006,75 \$	- \$	2 186 179,35 \$	1 110 593,05 \$	1 075 586,30 \$
+ 4 ANS	10 795 714,99 \$	385 732,64 \$	- \$	11 181 447,63 \$	5 783 590,14 \$	5 397 857,50 \$
	<u>30 487 896,39 \$</u>	<u>494 728,18 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>30 982 624,57 \$</u>	<u>8 239 315,84 \$</u>	<u>22 743 308,73 \$</u>
CODE CRIMINEL						
Courants	7 059 829,86 \$	- \$	70 000,00 \$	7 129 829,86 \$	- \$	7 129 829,86 \$
+ 1 AN	3 230 365,94 \$	3 003,25 \$	15 000,00 \$	3 248 369,19 \$	3 003,25 \$	3 245 365,94 \$
+ 2 ANS	3 050 696,92 \$	9 467,00 \$	201 280,00 \$	3 261 443,92 \$	1 382 280,61 \$	1 879 163,31 \$
+ 3 ANS	4 477 426,69 \$	10 681,86 \$	- \$	4 488 108,55 \$	2 249 395,21 \$	2 238 713,35 \$
+ 4 ANS	17 437 691,78 \$	170 690,15 \$	2 193 047,11 \$	19 801 429,04 \$	12 199 976,09 \$	7 601 452,95 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	2 479 327,11 \$	(2 479 327,11) \$
	<u>35 256 011,19 \$</u>	<u>193 842,26 \$</u>	<u>2 479 327,11 \$</u>	<u>37 929 180,56 \$</u>	<u>18 313 982,27 \$</u>	<u>19 615 198,29 \$</u>
DIVERSES LOIS						
Courants	23 160 985,05 \$	154 703,00 \$	204 745 883,20 \$	228 061 571,25 \$	154 703,00 \$	227 906 868,25 \$
+ 1 AN	8 097 387,99 \$	271 402,97 \$	24 383 224,62 \$	32 752 015,58 \$	271 402,97 \$	32 480 612,61 \$
+ 2 ANS	13 204 311,92 \$	974 155,07 \$	40 169 242,20 \$	54 347 709,19 \$	6 916 095,43 \$	47 431 613,76 \$
+ 3 ANS	15 598 136,87 \$	1 229 985,19 \$	53 465 057,06 \$	70 293 179,12 \$	9 029 953,63 \$	61 264 125,50 \$
+ 4 ANS	60 679 939,16 \$	3 617 283,23 \$	161 000 852,87 \$	225 298 075,26 \$	33 957 252,81 \$	191 340 822,45 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	483 764 259,95 \$	(483 764 259,95) \$
	<u>120 740 760,99 \$</u>	<u>6 247 529,46 \$</u>	<u>483 764 259,95 \$</u>	<u>610 752 550,40 \$</u>	<u>534 092 767,79 \$</u>	<u>76 659 782,61 \$</u>
CONTRIBUTION 10 \$						
Courants	820,00 \$	330,00 \$	220,00 \$	1 370,00 \$	330,00 \$	1 040,00 \$
+ 1 AN	1 430,00 \$	20,00 \$	330,00 \$	1 780,00 \$	20,00 \$	1 760,00 \$
+ 2 ANS	2 340,71 \$	120,00 \$	159 362,27 \$	161 822,98 \$	1 173,32 \$	160 649,66 \$
+ 3 ANS	29 237,00 \$	320,00 \$	2 652,00 \$	32 209,00 \$	14 938,50 \$	17 270,50 \$
+ 4 ANS	653 431,45 \$	32 243,66 \$	14 444,00 \$	700 119,11 \$	358 959,39 \$	341 159,73 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	177 008,27 \$	(177 008,27) \$
	<u>687 259,16 \$</u>	<u>33 033,66 \$</u>	<u>177 008,27 \$</u>	<u>897 301,09 \$</u>	<u>552 429,47 \$</u>	<u>344 871,62 \$</u>
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	8 017 680,02 \$	42 906,64 \$	50 114 687,00 \$	58 175 273,66 \$	42 906,64 \$	58 132 367,02 \$
+ 1 AN	2 814 954,26 \$	95 917,94 \$	3 949 431,60 \$	6 860 303,80 \$	95 917,94 \$	6 764 385,86 \$
+ 2 ANS	3 789 663,01 \$	221 759,90 \$	6 137 511,97 \$	10 148 934,88 \$	1 927 108,25 \$	8 221 826,63 \$
+ 3 ANS	3 094 497,35 \$	181 017,78 \$	4 551 778,00 \$	7 827 293,13 \$	1 728 266,46 \$	6 099 026,68 \$
+ 4 ANS	1 161 696,27 \$	56 946,61 \$	656 244,00 \$	1 874 886,88 \$	637 794,75 \$	1 237 092,14 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	65 409 652,57 \$	(65 409 652,57) \$
	<u>18 878 490,91 \$</u>	<u>598 548,87 \$</u>	<u>65 409 652,57 \$</u>	<u>84 886 692,35 \$</u>	<u>69 841 646,60 \$</u>	<u>15 045 045,75 \$</u>
SOMMAIRE						
Courants	62 460 565,57 \$	286 106,75 \$	255 469 464,72 \$	318 216 137,04 \$	286 106,75 \$	317 930 030,29 \$
+ 1 AN	22 326 876,76 \$	485 486,06 \$	28 862 099,17 \$	51 674 461,99 \$	485 486,06 \$	51 188 975,93 \$
+ 2 ANS	28 623 437,97 \$	1 418 500,32 \$	47 505 674,44 \$	77 547 612,73 \$	14 299 047,41 \$	63 248 565,32 \$
+ 3 ANS	30 567 136,03 \$	1 679 177,01 \$	59 258 196,92 \$	91 504 509,96 \$	16 962 745,03 \$	74 541 764,94 \$
+ 4 ANS	110 280 040,16 \$	5 388 219,61 \$	167 803 191,81 \$	283 471 451,58 \$	63 838 679,74 \$	219 632 771,84 \$
PPNRR	- \$	- \$	- \$	- \$	558 898 627,06 \$	(558 898 627,06) \$
	<u>254 258 056,49 \$</u>	<u>9 257 489,75 \$</u>	<u>558 898 627,06 \$</u>	<u>822 414 173,30 \$</u>	<u>654 770 692,04 \$</u>	<u>167 643 481,26 \$</u>

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDiqué.

- (1) LES COMPTES ACTIFS ET FERMÉS INCLUENT LES CRÉANCES DE PLUS DE 50 K\$ QUI SONT NON ASSUJETTIES À LA PPNRR AINSI QUE LES CRÉANCES DE MOINS DE 50 K\$.
- (2) LES DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PPNRR INCLUENT 11,1 M\$ EN COMPTES À RECEVOIR FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.
- (3) LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (95,9 M\$) ET LA PPNRR (558,9 M\$). ELLES SONT CALCULÉES AU 28 FÉVRIER 2022.

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS ACCÈS JUSTICE SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS)

CLASSIFICATION/ ÂGES DES CRÉANCES	COMPTE À RECEVOIR					
	ACTIFS SGIPA	FERMÉS SGIPA	DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PPNRR	TOTAL	PROVISIONS	TOTAL NET
ACTES JURIDIQUES						
COURANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
COURANTS	662 124,69	2 914,85	0,00	665 039,54	2 914,85	662 124,69
+ 1 AN	200 264,69	3 348,05	0,00	203 612,74	3 348,05	200 264,69
+ 2 ANS	131 339,42	1 540,00	0,00	132 879,42	60 642,74	72 236,68
+ 3 ANS	89 821,62	1 188,00	0,00	91 009,62	46 098,61	44 911,01
+ 4 ANS	60 795,66	616,00	0,00	61 411,66	31 013,83	30 397,83
	1 144 346,08	9 606,90	0,00	1 153 952,98	144 018,08	1 009 934,90
CODE CRIMINEL						
COURANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIVERSES LOIS						
COURANTS	150 358,07	588,85	1 152,00	152 098,92	1 740,85	150 358,07
+ 1 AN	61 970,00	720,00	1 104,00	63 794,00	1 824,00	61 970,00
+ 2 ANS	80 730,86	1 214,00	63 577,00	145 521,86	101 119,89	44 401,97
+ 3 ANS	80 616,08	1 528,00	2 656,00	84 800,08	44 492,04	40 308,04
+ 4 ANS	88 171,03	2 867,00	1 728,00	92 766,03	48 680,52	44 085,51
	461 846,04	6 917,85	70 217,00	538 980,89	197 857,29	341 123,60
SOMMAIRE						
COURANTS	812 482,76	3 503,70	1 152,00	817 138,46	4 655,70	812 482,76
+ 1 AN	262 234,69	4 068,05	1 104,00	267 406,74	5 172,05	262 234,69
+ 2 ANS	212 070,28	2 754,00	63 577,00	278 401,28	161 762,63	116 638,65
+ 3 ANS	170 437,70	2 716,00	2 656,00	175 809,70	90 590,85	85 218,85
+ 4 ANS	148 966,69	3 483,00	1 728,00	154 177,69	79 694,35	74 483,34
	1 606 192,12	16 524,75	70 217,00	1 692 933,87	341 875,57	1 351 058,30

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS)

CLASSIFI- CATION	ÂGE DES COMPTES	COMPTES À RECEVOIR				
		Actifs GIPA	Fermés GIPA	Total	Provision	Total net
ACTES JURIDIQUES (04-01-H2)	Courants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
CODE DE LA ROUTE (04-03-06)	Courants	825 630,31	1 130,00	826 760,31	1 130,00	825 630,31
	+ 1 AN	248 959,86	1 830,00	250 789,86	1 830,00	248 959,86
	+ 2 ANS	163 448,11	1 776,78	165 224,89	75 328,43	89 896,46
	+ 3 ANS	111 777,00	1 467,00	113 244,00	57 355,50	55 888,50
	+ 4 ANS	121 962,59	1 227,00	123 189,59	62 208,30	60 981,30
		<u>1 471 777,87</u>	<u>7 430,78</u>	<u>1 479 208,65</u>	<u>197 852,22</u>	<u>1 281 356,43</u>
CODE CRIMINEL (04-03-07)	Courants	1 798 432,29	0,00	1 798 432,29	0,00	1 798 432,29
	+ 1 AN	849 466,03	1 000,00	850 466,03	1 000,00	849 466,03
	+ 2 ANS	278 763,01	300,00	279 063,01	125 743,35	153 319,66
	+ 3 ANS	2 318 302,03	5 030,00	2 323 332,03	1 164 181,02	1 159 151,02
	+ 4 ANS	5 497 358,66	87 625,30	5 584 983,96	2 836 304,63	2 748 679,33
	+ 8 ANS	965 987,08	0,00	965 987,08	965 987,08	0,00
		<u>11 708 309,10</u>	<u>93 955,30</u>	<u>11 802 264,40</u>	<u>5 093 216,08</u>	<u>6 709 048,32</u>
AUTRES LOIS (04-03-17)	Courants	295 530,75	2 050,00	297 580,75	2 050,00	295 530,75
	+ 1 AN	117 538,25	2 190,00	119 728,25	2 190,00	117 538,25
	+ 2 ANS	116 950,05	3 530,00	120 480,05	56 157,52	64 322,53
	+ 3 ANS	388 448,50	4 510,35	392 958,85	198 734,60	194 224,25
	+ 4 ANS	849 064,78	4 598,04	853 662,82	429 130,43	424 532,39
		<u>1 767 532,33</u>	<u>16 878,39</u>	<u>1 784 410,72</u>	<u>688 262,55</u>	<u>1 096 148,17</u>
SOMMAIRE 2018 2017 2016 2015 et ant.	Courants	2 919 593,35	3 180,00	2 922 773,35	3 180,00	2 919 593,35
	+ 1 AN	1 215 964,14	5 020,00	1 220 984,14	5 020,00	1 215 964,14
	+ 2 ANS	559 161,17	5 606,78	564 767,95	257 229,31	307 538,64
	+ 3 ANS	2 818 527,53	11 007,35	2 829 534,88	1 420 271,12	1 409 263,77
	+ 4 ANS	6 468 386,03	93 450,34	6 561 836,37	3 327 643,36	3 234 193,02
	+ 8 ANS	965 987,08	0,00	965 987,08	965 987,08	0,00
		<u>14 947 619,30</u>	<u>118 264,47</u>	<u>15 065 883,77</u>	<u>5 979 330,86</u>	<u>9 086 552,91</u>

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

P.8 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2022, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDiquANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

COUR DU QUÉBEC

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EYYOU ISTCHEE – NUNAVIK	6	6	-----	-----	1	1	14
ESTRIE	6	12	-----	-----	5	2	25
LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	21	20	4	2021-04-27 2021-08-13 2021-08-24 2021-10-03	11	2	58
MAURICIE–BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	9	4	-----	-----	3	1	17
OUTAOUAIS	9	6	-----	-----	1	0	16
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	6	4	-----	-----	2	0	12
MONTRÉAL	45	47	3	2020-11-11 2021-09-22 2021-07-02	3	7	105
MONTÉRÉGIE	22	17	2	2021-09-01 2022-01-01	8	5	54
QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	21	21	-----	-----	12	1	55
BAS-SAINT-LAURENT–CÔTE-NORD-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	6	11	-----	-----	1	0	18
TOTAL	151	148	9	-----	47	19	374

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE : 4.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	39	61
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	47	42	89
CHAMBRE CIVILE	34	29	63
JURIDICTION MIXTE	48	37	85
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	0	1	1
TOTAL	151	148	299

P.9 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2020-2021 ET LE NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2021 (1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	154

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2021

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	
• NON FONDÉES	143
• RETENUES POUR EXAMEN	54
• RETENUES POUR ENQUÊTE	4
• EN COURS D'ÉTUDE	10

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ DE 2020 S'EST TERMINÉE EN 2021.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021 : AUCUN NOUVEAU CAS PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021. UN DOSSIER PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX AVANT 2021 A ÉTÉ CONTINUÉ ET S'EST CONCLU PAR LE REJET D'APPEL EN COUR SUPRÊME EN 2021.

NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC EN 2021-2022 ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 44 891
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 239 JOURS

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 14 618
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 593 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES : 74 874
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 304 JOURS

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 206 978
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 146 JOURS

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 7 119
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 36 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 63 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 11 292
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 79 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 713
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 35 JOURS

NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN MATIÈRE CIVILE À LA COUR SUPÉRIEURE EN 2021-2022

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 20 205

B. CHAMBRE FAMILIALE

DOSSIERS OUVERTS : 18 139

P.15 ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DES PERSONNES SE REPRÉSENTANT SEULS DEVANT LES TRIBUNAUX, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

POURCENTAGE DE CAUSES EN MATIÈRE CRIMINELLE OÙ LES PERSONNES SE REPRÉSENTENT SEULES : 4,5 %

POURCENTAGE DE CAUSES EN MATIÈRE PÉNALE OÙ LES PERSONNES SE REPRÉSENTENT SEULES : 91,8 %

P.16 LE NOMBRE DE RÉDACTEURS ACCRÉDITÉS POUR LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE À L'EMPLOI DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022.

AUCUN RÉDACTEUR DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE N'EST À L'EMPLOI DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022. DES CONTRATS DE SERVICE ONT COURS, NOTAMMENT, AVEC CERTAINES ORGANISATIONS COMME LES SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES, LA SOCIÉTÉ MAKIVIK, LE GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET PLUSIEURS RÉDACTEURS PRIVÉS.

IL Y A ACTUELLEMENT 98 RÉDACTEURS DE RAPPORTS GLADUE ACCRÉDITÉS AU QUÉBEC.

P.17 L'ENSEMBLE DES FRAIS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ENCOURUS EN 2021-2022 ET VENTILÉ PAR POSTE BUDGÉTAIRE.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, LES FRAIS DE SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE SONT DE 134 010 \$.

P.18 LE NOMBRE DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ORDONNÉS PAR LA COUR DU QUÉBEC EN 2021-2022.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022, 253 RAPPORTS GLADUE FURENT ORDONNÉS.

P.19 LA LISTE DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE ACTIFS, AINSI QUE LE FINANCEMENT OBTENU POUR CHACUN D’EUX POUR L’ANNÉE 2021-2022.

BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES
MONTANT OBTENU : 2 229 648\$

COMITÉ DE JUSTICE EN COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSES AU 31 MARS 2022
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	600 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – SYSTÈME D’INTERVENTION D’AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	158 270 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAHNAWAKE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	65 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – AKWESASNE	MOHAWKS OF AKWESASNE	55 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	57 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – LISTUGUJ	LISTUGUJ MIG’MAQ GOVERNMENT	31 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – OPITCIWAN	BANDE DES ATIKAMEKWS D’OPITCIWAN	82 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE-LAC-BARRIÈRE	LE CONSEIL DE BANDE DU LAC-BARRIÈRE	70 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - PEKUAKAMIULNUATSH	PEKUAKAMIULNUATSH TAKUHIKAN	54 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - NUTASHQUAN	CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS DE NUTASHKUAN	20 000 \$

INITIATIVE DE JUSTICE AUTOCHTONE EN MILIEU URBAIN

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSES AU 31 MARS 2022
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN À MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	62 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN VAL-D’OR	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR	43 378 \$
APPUI AU DÉVELOPPEMENT D’INITIATIVES DE JUSTICE EN MILIEU URBAIN	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	895 000 \$

P.20 LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L'AMÉNAGEMENT DE LIEUX ADÉQUATS À L'EXERCICE DE LA JUSTICE DANS CHACUNE DES COMMUNAUTÉS OU CHACUN DES VILLAGES AUTOCHTONES OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE, VENTILÉ PAR VILLAGE OU COMMUNAUTÉS EN 2021-2022.

IL N'Y A AUCUNE DÉPENSE CETTE ANNÉE POUR L'AMÉNAGEMENT DANS LES LOCAUX VISITÉS PAR LA COUR ITINÉRANTE.

AU NUNAVIK, LES IMMEUBLES DANS LESQUELS SE SITUENT LES PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ ET PUVIRNITUQ SONT LOUÉS À LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES.

DANS TOUS LES AUTRES VILLAGES VISITÉS, LES ENDROITS OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE ENGENDRENT DES FRAIS DE LOCATIONS SPORADIQUES, MAIS AUCUNE SOMME N'EST DÉBOURSÉE POUR L'AMÉNAGEMENT PERMANENT.

P.21 LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L’USAGE DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ POUR LES DÉTENUÉS DES COMMUNAUTÉS OU VILLAGES AUTOCHTONES EN 2021-2022.

LA PREMIÈRE PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX CONCERNANT L’IMPLANTATION D’UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK EST COMPLÉTÉE.

L’INSTALLATION PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES À L’UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN OCTOBRE 2019 À KUJJUAQ ET À PUVIRNITUQ. L’UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EST DEPUIS DISPONIBLE EN TOUT TEMPS DANS CES DEUX PÔLES. DEPUIS, LE 5 JUILLET 2021, LA VISIOCONFÉRENCE EST ACCESSIBLE DANS UN TROISIÈME PÔLE SITUÉ À KUJJURAPIK. LA VISIOCONFÉRENCE EST ACCESSIBLE À PARTIR DE CES PÔLES POUR TOUTES LES COMMUNAUTÉS DU NUNAVIK.

ENTRE LE 1ER AVRIL 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022, 92 % DES ENQUÊTES POUR REMISE EN LIBERTÉ SE SONT TENUES PAR VISIOCONFÉRENCE OU PAR TÉLÉPHONE AU NUNAVIK. PLUS PRÉCISÉMENT, 319 ENQUÊTES ONT ÉTÉ TENUES À KUJJUAQ, 407 À PUVIRNITUQ, ET 9 À KUJJURAPIK, ÉVITANT AINSI DE NOMBREUX DÉPLACEMENTS HORS TERRITOIRE DES PRÉVENUS.

LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ POUR LES DÉTENUÉS DES COMMUNAUTÉS OU VILLAGES AUTOCHTONES A NÉCESSITÉ LE SERVICE DE COMMUNICATION SATELLITE AU COÛT DE 31 486 \$ / MOIS. POUR 2021-2022, CE SERVICE REPRÉSENTE UNE SOMME TOTALE DE 346 346 \$ (11 MOIS D'OPÉRATION).

P.22 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES SOMMES INVESTIES DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE À L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. PRÉCISER PAR MINISTÈRE.

EN 2021-2022, 1,8 M\$ ONT ÉTÉ INVESTIS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.

P.23 LA LISTE DES ORGANISMES LGBTQ RECEVANT UNE SUBVENTION GOUVERNEMENTALE. PRÉCISER LE PROGRAMME DE FINANCEMENT, ET LA FORME (MISSION, PROJET OU ENTENTE DE SERVICE).

EN 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) A OCTROYÉ 40 SUBVENTIONS À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA MESURE N° 9 DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. UNE PREMIÈRE CATÉGORIE DE SUBVENTIONS EST L'AIDE COMPLÉMENTAIRE. EN 2021-2022, LE MJQ A OCTROYÉ DE L'AIDE COMPLÉMENTAIRE À 27 ORGANISMES. BIEN QUE FOURNIE PAR LE MJQ, CETTE AIDE EST ADMINISTRÉE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, PAR L'ENTREMISE DE LEUR PROGRAMME RESPECTIF. LES BÉNÉFICIAIRES DE CE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE SONT:

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE À LA MISSION GLOBALE
M.A.I.N.S BAS-SAINT-LAURENT
TOXIC-ACTIONS
SERVICE D’INTERVENTION DE PROXIMITÉ DOMAINE DU ROY
DIVERSITÉ 02
GRIS QUÉBEC
GRIS MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
TRANS-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
DIVERS-GENS
IRIS ESTRIE
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL
PROJET 10
JEUNESSE LAMBDA
GRIS MONTRÉAL
JEUNESSE IDEM
ASSOCIATION DES LESBIENNES, GAIS, BISEXUEL-LE-S ET TRANS DE LA BAIE-DES-CHALEURS
GRIS CHAUDIÈRE-APPALACHES
LE NÉO
JEUNES ADULTES GAI-E-S
ALTERHÉROS
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT
COALITION DES FAMILLES LGBT
FONDATION ÉMERGENCE INC.
RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC
COALITION D’AIDE AUX LESBIENNES, GAIS, ET BISEXUELS-LES DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
COALITION MONTRÉLAISE DES GROUPE JEUNESSE LGBT

UNE DEUXIÈME CATÉGORIE DE SUBVENTION EST CELLE OCTROYÉE DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS SPÉCIFIQUES (PONCTUELS). EN 2021-2022, LE MJQ A SOUTENU 11 PROJETS À LA SUITE DE L'APPEL DE PROJETS :

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE — VOLET APPEL DE PROJETS
DIVERSITÉ 02
DIVERGENRES
FONDATION DE L'ASEQ
ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ
FONDATION ÉMERGENCE
AGIR
GRIS-MONTRÉAL
GAI ET GRIS MONTRÉAL
COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
LE NÉO
CENTRE INTERLIGNE

LE MJQ A ÉGALEMENT ACCORDÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE DEUX PROJETS DANS LE VOLET À « ENTRÉE CONTINUE » DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. IL S'AGIT DE :

ORGANISME BÉNÉFICIAINT D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE — VOLET ENTRÉE CONTINUE
LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC

P.24 SOMMES DÉPENSÉES DANS LE CADRE DE REBÂTIR LA CONFIANCE. DÉTAILLER PAR INVESTISSEMENTS ET PAR PROJETS.

UN BUDGET DE 50 M\$ A ÉTÉ OCTROYÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS LE CADRE DU PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2021-2022 SE DÉCLINENT COMME SUIIT :

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
SERVICE <i>REBÂTIR</i> ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP)	806 250 \$
AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE)	523 100 \$
PROGRAMME TÉMOIN ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES (RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	2 088 300 \$
FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES (UNIVERSITÉ MCGILL)	200 000 \$
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (INSTAURATION DE LA POURSUITE VERTICALE)	2 680 000 \$
AUTRES DÉPENSES (CAPSULES DE FORMATION RÉFORME IVAC ET RÉVISION CONTENU WEB)	659 \$
TOTAL	6 298 309 \$

P.25 LISTE DES SOMMES INVESTIE DEPUIS L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 84 POUR SA MISE EN ACTION ET PRÉVISION DES CRÉDITS DÉDIÉS. DÉTAILLER PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, PAR PROJET ET PAR BUREAU, LE CAS ÉCHANT.

POUR 2021-2022, LES SOMMES INVESTIES POUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS S'ÉLÈVENT À 219,6 M\$. CES SOMMES INCLUENT LES COÛTS LIÉS À LA RÉFORME AINSI QUE LA CROISSANCE NATURELLE DU RÉGIME.

P.26 **LISTE DE TOUTES LES CAMPAGNES PUBLICITAIRES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE ET LES SOMMES ENCOURUES.**

CAMPAGNE	2021-2022
CAMPAGNE DE PUBLICITÉ SUR LES MODES DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (PRÉMÉDITATION ET MÉDIATION FAMILIALE ET PETITES CRÉANCES)	976 930 \$
CAMPAGNE DE PROMOTION ET VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	1 621 408 \$
PROMOTION POUR LA CONSULTATION ASSISTÉE DU REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS	20 000 \$
RÉFORME DE L'IVAC	25 850 \$
SARPA-SAH	147 746 \$